

DISTRICT DE NIKOPOL, 16 SEPTEMBRE 2026

Un drone FPV a frappé un minibus de passagers de ligne régulière sur la route dans le district de Nikopol, en face d'Enerhodar occupée par la Russie, de l'autre côté du Dnipro. Cinq passagers ont été tués sur le coup, quatre hommes et une femme âgés de 29 à 60 ans. Sept ont été blessés (administration militaire régionale de Dnipropetrovsk, 16–17 sept.). Le district a décrété une journée de deuil.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
SEPT. 2026

5

tués sur le coup — 4 hommes, 1 femme, âgés de 29 à 60 ans B

Chef de l'administration militaire régionale de Dnipropetrovsk O. Hanzha · 16–17 sept. 2026

7

blessés, pris en charge médicalement B

Administration militaire régionale de Dnipropetrovsk · 16 sept. 2026

3

Frappes russes contre des autobus dans le district de Nikopol en 2026 que nous avons pu documenter : 7 avr. (4 tués, 16 blessés), 8 août (chauffeur tué), 16 sept. B

Hanzha / Président de l'Ukraine via Current Time, 7 avr. ; ArmyInform, 8 août ; administration régionale, 16 sept. 2026

300+

km

de la rive droite du Dnipro où la Commission d'enquête de l'ONU a conclu que les attaques de drones contre des civils constituent des crimes contre l'humanité A

Commission d'enquête de l'ONU, A/80/497 · 21 oct. 2025

LES FAITS

Un drone sur un autobus de ligne. Le matin du 16 septembre, un drone FPV russe a frappé un minibus de passagers assurant une ligne régulière dans le district de Nikopol (Bureau du Procureur général). Les médias le situent sur la ligne interurbaine Pokrov–Nikopol–Dnipro. Le chef du conseil régional a déclaré que les passagers « vaguaient à leurs occupations ». Le district a décrété une journée de deuil.

Un district traqué depuis l'autre rive. Nikopol comptait environ 100 000 habitants avant 2022 ; selon les autorités locales, environ la moitié sont partis (CNN via Mezha, 18 juil. 2026). Les positions russes sur la rive gauche occupée se trouvent à environ 3 km. Le 8 avril 2026, des canaux de surveillance locaux ont dénombré 132 attaques contre le district en une seule journée (Ukrainska Pravda, 9 avr. 2026).

Les autobus sont des cibles récurrentes. Marhanets, district de Nikopol, 23 avr. 2025 : frappe de drone contre un autobus, 9 tués et 49 blessés. Centre-ville de Nikopol, 7 avr. 2026 : un drone FPV a frappé un autobus à un arrêt, 4 tués et 16 blessés. Nikopol, 8 août 2026 : chauffeur d'autobus tué dans une frappe qui a incendié le véhicule.

L'ONU a dit. La Commission d'enquête de l'ONU a conclu en octobre 2025 que les attaques de drones russes contre des civils dans les oblasts de Dnipropetrovsk, de Kherson et de Mykolaïv constituent les crimes contre l'humanité de meurtre et de transfert forcé (A/80/497). HRMMU, 14 juil. 2026 : les drones à courte portée ont causé la plupart des victimes civiles près du front ; 1 396 civils ont été tués de janvier à juin 2026, 37 % de plus qu'un an auparavant. Aucune déclaration de l'ONU portant spécifiquement sur la frappe du 16 septembre n'a été trouvée.

La Russie a dit. Rien. La Russie n'a fait aucun commentaire sur la frappe (Al Jazeera/AFP, 16 sept.).



District de Nikopol, 16 sept. : l'avant du minibus de voyageurs, criblé d'éclats (recadré). Photo : Service d'urgence de l'État, région de Dnipropetrovsk · CC BY 4.0 · dp.dsns.gov.ua

- ### QUI L'A VÉRIFIÉ
- B Administration militaire régionale de Dnipropetrovsk (O. Hanzha) ; conseil régional de Dnipropetrovsk (M. Loukachouk), 16–17 sept. 2026
 - B Bureau du Procureur général : drone FPV ; procédures au titre de l'art. 438 du CPU (violation des lois et coutumes de la guerre)
 - A Conclusion de la Commission d'enquête de l'ONU sur la campagne de drones, y compris dans l'oblast de Dnipropetrovsk (A/80/497). La vérification de cet incident par la HRMMU n'étant pas encore publiée, les chiffres de Niveau B sont affichés.
 - C Kyiv Post ; UNN ; Euromaidan Press ; LIGA.net ; Al Jazeera ; Euronews ; Meduza (16–17 sept. 2026)

QUALIFICATION JURIDIQUE — TROIS NIVEAUX

ÉTABLI La Commission d'enquête de l'ONU a conclu que les attaques de drones des forces armées russes contre des civils sur plus de 300 km de la rive droite du Dnipro, dans les oblasts de Dnipropetrovsk, de Kherson et de Mykolaïv, constituent les crimes contre l'humanité de meurtre et de transfert forcé de population, ainsi que des crimes de guerre consistant à attaquer des civils. Elle les a jugées généralisées et systématiques, menées en application d'une politique organisationnelle (A/80/497, par. 51–54, 21 oct. 2025 ; conclusion antérieure sur Kherson A/HRC/59/CRP.2, 28 mai 2025). La Commission n'a pas encore examiné cette frappe précise.

TENDANCE Statut de Rome, art. 8(2)(b)(i) ; art. 7(1)(a) ; PA I, art. 51(2) et 57. Un opérateur de FPV pilote jusqu'à la cible au moyen d'une caméra en direct. Un minibus de ligne régulière transportant des passagers sur une route publique est un bien de caractère civil. Il s'agit de la troisième frappe contre un autobus dans le district en 2026.

POSITION L'Ukraine qualifie la frappe de crime de guerre (art. 438 du CPU, procédures du Procureur général) et la considère comme faisant partie de la campagne de drones contre le district de Nikopol que la Commission d'enquête a qualifiée de crime contre l'humanité. L'unité responsable n'a pas encore été identifiée publiquement.

QUI EST RESPONSABLE		
Unités de drones, groupement de forces « Dnepr »	Opèrent depuis la rive gauche occupée contre la rive droite du Dnipro, y compris l'oblast de Dnipropetrovsk	Identifiées par la Commission d'enquête de l'ONU (A/80/497, oct. 2025). Aucune attribution publique à ce jour pour la frappe du 16 sept.
Commandement du groupement de forces « Dnepr »	Commandement centralisé de la campagne de drones le long du Dnipro	Commandants identifiés par la Commission d'enquête de l'ONU ; noms non publiés
État-major général	Général Valeri Guerassimov	Mandat d'arrêt de la CPI, 24 juin 2024
Commandant suprême	Vladimir Poutine	Mandat d'arrêt de la CPI, 17 mars 2023 ; responsabilité du supérieur hiérarchique, art. 28

CE QUE DIT LA RUSSIE / CE QUE DIT LE DOSSIER	
RUSSIE, 16-17 SEPT. 2026 Aucune déclaration sur la frappe. Aucun commentaire immédiat (Al Jazeera/AFP, 16 sept.).	LE DOSSIER Le ministère de la défense, le MAE et le Kremlin n'ont pas mentionné les cinq passagers tués dans un autobus de ligne. La Russie n'a pas répondu à la Commission d'enquête de l'ONU dans le cadre de son enquête sur les drones (Commission d'enquête, 27 oct. 2025).
RUSSIE, POSITION CONSTANTE (SELON L'AFP, 16 SEPT. 2026) La Russie nie cibler délibérément des civils.	LE DOSSIER Un organe mandaté de l'ONU a conclu le contraire. La Commission d'enquête a jugé les attaques de drones contre des civils le long du Dnipro « généralisées » et « systématiques », menées sous un commandement centralisé et en application d'une politique organisationnelle, et constitutives de crimes contre l'humanité de meurtre (A/80/497).

CE QUE NOUS DEMANDONS

DES ÉTATS MEMBRES

- Citer nommément la conclusion de la Commission d'enquête de l'ONU (A/80/497). Les attaques de drones contre des civils dans le district de Nikopol constituent un crime contre l'humanité de meurtre, établi par un organe mandaté de l'ONU.
- Soutenir la vérification par la HRMMU de la frappe du 16 septembre et des frappes de 2026 contre des autobus dans le district de Nikopol, ainsi que leur inclusion dans la prochaine mise à jour du HCDH.
- Financer la protection anti-drones des routes du front et des transports publics du district de Nikopol : guerre électronique, filets anti-drones, autobus protégés.
- Sanctionner les unités de drones et les commandants du groupement de forces « Dnepr » identifiés par la Commission d'enquête.

Sources : Administration militaire régionale de Dnipropetrovsk (O. Hanzha, Telegram), 16–17 sept. 2026, via UNN et Kyiv Post · conseil régional de Dnipropetrovsk (M. Loukachouk), 16 sept. 2026 · Bureau du Procureur général, 16 sept. 2026 (art. 438 du CPU), via UNN et Euromaidan Press · Al Jazeera/AFP ; Euronews ; Meduza ; LIGA.net, 16 sept. 2026 · Commission d'enquête de l'ONU A/80/497 (21 oct. 2025) et communiqué de presse du 27 oct. 2025 ; A/HRC/59/CRP.2 et communiqué de presse du 28 mai 2025 · communiqué de presse de la HRMMU, 14 juil. 2026 · Current Time, 7 avr. 2026 ; ArmyInform, 8 août 2026 ; LIGA.net, 23 avr. 2025 · Ukrainska Pravda, 9 avr. 2026 ; Mezha/CNN, 18 juil. 2026 · mandats de la CPI, 17 mars 2023, 24 juin 2024.